PAS DE BAISSE DU CHÔMAGE SANS FREXIT

Les solutions de l'UPR:

- Créer de l'emploi en stoppant les délocalisations grâce au contrôle des mouvements de capitaux,
- 2 Supprimer la directive sur les travailleurs détachés,
- 3 Privilégier les entreprises qui produisent en France dans l'attribution des marchés publics,
- 4 Mettre en place des dispositifs douaniers ciblés qui protègent nos entreprises des effets nocifs de la mondialisation,
- **6** Maîtriser notre **monnaie nationale**, afin de :
 - gérer notre taux de change de façon dynamique,
 - accroître notre compétitivité,
 - pérenniser nos emplois, protéger les consommateurs, rassurer les investisseurs.
- Ces mesures sont essentielles pour la France. Elles réclament la détermination de tous les Français.



ÉLECTIONS **EUROPÉENNES** 26 MAI 2019



avec l'Union populaire républicaine / Upr.fr



Avec Francois ASSELINEAU Depuis 2007, l'UPR appelle

les Français à se libérer de l'Union européenne









- 2007-2017 : perte de plus de 500 000 emplois industriels et 30 000 entreprises industrielles
- 2018 : 53 980 défaillances d'entreprises
- L'équivalent d'une usine ferme chaque jour en France

L'emploi est la 1^{re} préoccupation des Français.

Le total des demandeurs d'emploi atteint presque 6 millions. De plus, des emplois qualifiés et durables sont remplacés par des petits boulots précaires et mal payés.

Et cela dure depuis des décennies! Les gouvernements qui se succèdent, **de droite comme de gauche**, sont **tous** impuissants.

Les délocalisations continuent, le chômage reste élevé, la croissance patine. Pourquoi ?

À l'**UPR**, nous avons mis en évidence les deux sources principales de ce phénomène :

- 1 La libre circulation des capitaux, imposée par les traités européens, favorise les délocalisations ;
- 2 L'euro, trop élevé pour notre économie, ruine notre compétitivité.

L'obstacle à l'emploi, c'est l'Union européenne!

Le saviez-vous?

- L'article 63 du TFUE* interdit à l'État de s'opposer aux délocalisations
- L'article 107 du TFUE* interdit à l'État de soutenir un secteur d'activités
- Le taux d'intérêt de l'euro est fixé par la BCE, dont le mandat ne prévoit pas la poursuite du plein emploi

 Desuite l'appense du Provit. le chêmage est tembé à 4.00 de la company de la com
- Depuis l'annonce du Brexit, le chômage est tombé à 4 % au Royaume-Uni

* Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

L'Union européenne livre notre économie au vent de la mondialisation !

- Les travailleurs français sont mis en concurrence directe avec les travailleurs de tous les pays du monde.
 Résultat? Les salaires stagnent, la consommation faiblit.
- L'euro rend nos exportations bien trop chères par rapport à la concurrence. **Résultat ?** Nos entreprises perdent des marchés, et délocalisent ou ferment.
- Conclusion : le chômage persiste, la crise s'éternise.

La situation est simple : il faut choisir entre l'avenir des Français et l'Union européenne.